

DIAL 2859

COLOMBIE - Plan Patriote, Plan Colombie ou l'ensevelissement de nos rêves

Commission interecclésiale Justice et paix

mercredi 1er février 2006, par [Dial](#)

Le début du texte ci-dessous sur la situation en Colombie dans le département du Putumayo (département du sud de la Colombie, à la frontière de l'Équateur ; voir plus loin la carte) nous servira de présentation : « Entre deux instants de silence, deux moments de peur, deux rideaux qui laissent entrevoir une lueur de dignité, voici quelques paroles destinées à rompre le mur de la désinformation et de la terreur. La vie parle, même si la mort est au coin de la rue. Les indigènes, les paysans du Putumayo prennent la parole pendant les nuits d'insomnie, pendant les nuits où la mort se rapproche, aux aguets. Durant les mois d'octobre, de novembre et de décembre 2005, la situation des droits humains, du droit humanitaire, s'est détériorée, et c'est ainsi que s'est poursuivie la crise humanitaire née, les années précédentes, du conflit social, politique et armé qui touche le département au cœur du conflit colombien. Ce qui se passe aujourd'hui dans le Putumayo est le reflet des intérêts économiques qui cachent les raisons de fond de la militarisation, raisons qui vont plus loin que celles, connues, de la culture de coca. » Le texte ci-dessous émane de la Commission interecclésiale Justice et paix, paru dans [ADITAL](#), 4 janvier 2006.

Le Plan Patriote

La mise en œuvre du Plan Patriote dans le cadre de la politique de « sécurité démocratique » n'a pas apporté à tous la protection et la sécurité attendues, ni assuré le niveau de sécurité suffisante pour rassurer les investisseurs internationaux, pas plus qu'elle n'a engendré des conditions propices au marché local. La militarisation du territoire s'est traduite par des procès aussi faux qu'arbitraires, une dynamisation de l'emprise militaire et paramilitaire, et de nouvelles formes de stratégie militaire dans le contexte de la guérilla menée par les FARC-EP (Forces armées révolutionnaires de Colombie - Armée du peuple).

Les auteurs de l'incursion armée effectuée le 18 octobre au nom d'une stratégie de lutte appelée « civils armés » dans la réserve quechua de San Marcelino ont mis à sac habitations et magasins, confisqué des pièces d'identité et de casiers judiciaires, menacé des enseignants travaillant au service de la communauté, agressé physiquement le leader indigène de la région Homero Vargas, retenu 6 indigènes et déplacé par la force 11 familles. Autant de signes visibles, parmi les plus évidents, de l'existence d'un conflit armé, du développement d'une stratégie paramilitaire qui, sous prétexte de s'opposer à la guérilla - prétexte aussi faux que trompeur -, prend la population pour cible de ses exactions.

La répression armée officielle qui conjugue des opérations régulières et irrégulières contre les peuples indigènes dans le cadre de stratégies d'opposition à l'insurrection cache les intérêts territoriaux à l'origine de la guerre. Le fait que la population indigène vive sur des portions de territoire qui sont importantes selon la logique du marché mondial explique que l'on cherche à imposer une nouvelle forme de propriété ou à profiter de l'expulsion des peuples originels pour revoir les modes de production et

d'exploitation.

Le territoire concédé à la communauté quechua de San Marcelino remonte aux années 1950, territoire officiellement occupé par 492 individus en mai 1998. Sur les 9 813 hectares réclamés par la communauté, seuls 2 888 lui ont été octroyés, soit 29,4% du total ; les 6 925 hectares restants, soit 70,6%, sont occupés par des colons. La reconnaissance formelle de l'INCORA (Institut colombien de la réforme agraire), très limitée par rapport aux revendications des communautés indigènes, a favorisé l'instauration du régime colonial. Une résolution de l'INCORA qui a reconnu des propriétaires individuels à l'intérieur de la réserve, a favorisé la vente de leurs biens à des particuliers, rompant ainsi l'unité territoriale et, du même coup, la cohésion sociale.

Des intérêts économiques

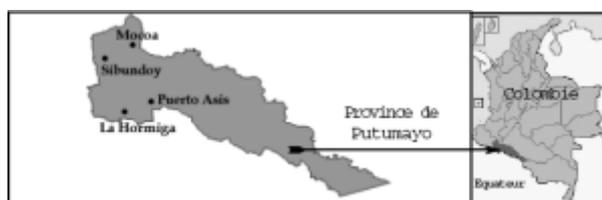
La réserve de San Marcelino est située sur des sols riches en pétrole, dans la zone d'influence des projets d'infrastructure de transport qui relieront la Colombie à l'Equateur et qui ont été conçus dans la perspective d'un développement agro-industriel (cacao, caoutchouc et palmier). Ce sont des projets qui impliquent l'imposition de logiques de calcul donnant la priorité au capital, à un changement du mode d'utilisation des sols, à la transformation de la production, à la destruction de la biodiversité et au déni du droit à l'existence des peuples originels.

Les pratiques et les modalités définies par les indigènes concernant leur interaction avec l'environnement et leur autosuffisance s'opposent aux nouvelles logiques d'appropriation et d'utilisation imposées dans une première phase au travers de la violence politique.

Il n'existe actuellement pas de palmeraies, mais il s'est créé dans la région du Bas Putumayo une coopérative de producteurs dénommée ASOPALMAYO afin d'encourager la culture de palmiers à huile. Le mode d'implantation prévu brisera les formes de production et de vie sociale des indigènes dans le but de renforcer la domination spatiale des principaux noyaux de population, des centres de commercialisation et de distribution de biens et services, ainsi que des bandes frontalières et des zones qui abritent des cultures illicites.

Les exactions

Cette communauté indigène est durement frappée par les exactions de paramilitaires qui s'abritent, pour mener leur stratégie de guerre, derrière l'étiquette de Forces d'autodéfense du Bloc central du Putumayo (BCP), qui contrôlent le centre urbain de La Dorada après l'assassinat du leader paysan José Hurtado et qui gardent la main sur le périmètre de cette localité, de San Carlos, et de Puerto Colón (San Miguel), où l'on a assisté ces dernières semaines à des assassinats sélectifs.



La province du Putumayo, au sud de la Colombie

Mais le pouvoir que possèdent les paramilitaires dans le cadre de l'application du Plan Patriote s'exprime par le contrôle qu'ils exercent dans la commune d'El Placer, qui abrite la base d'entraînement et des opérations du BCP, dans les bourgs d'El Tigre et de La Esmeralda, dans la vallée du Guamuéz, dans la zone urbaine d'Orito, Puerto Asís et Puerto Caicedo, où ils effectuent des descentes et soumettent les habitants à leurs règles. Personne ne veut parler mais les questions qui se posent ôtent de sa légitimité au pouvoir institutionnel, car nul ne comprend comment un département où l'on trouve une des plus grandes concentrations de forces militaires, de police et de sécurité peut simultanément être sous la coupe absolue des paramilitaires. A bon entendre, salut.

Dans la municipalité d'Orito (commune d'Empalme), les affrontements entre la force publique et les FARC-EP depuis le mois de juillet ont provoqué le déplacement d'environ une centaine de familles, qui sont retournées ultérieurement sur leur territoire. Fin octobre, ils ont entraîné le déplacement de paysans et d'indigènes cofans de la réserve de Santa Rosa de Sucumbíos, qui habitent dans les localités de Siberia et de La Libertad.

Il apparaît clairement que le Front 48 des FARC-EP a réussi à perturber le déroulement normal des activités pétrolières. Ses actes de sabotage dans la région suscitent d'importantes interrogations quant à la capacité militaire de l'Etat de rassurer les investisseurs privés, situation qui a été occultée au niveau national et international.

Les activités d'exploration des entreprises sous-traitantes d'ECOPETROL gagnent du terrain dans la réserve embera La Venada Simorna, avec les conséquences qu'elles entraînent sur la vie et l'existence des habitants du territoire.

Dans la municipalité de Puerto Asís, les paramilitaires ont fait disparaître et liquidé le leader paysan Luis Melo Bastidas, président de l'Association paysanne du sud-ouest du Putumayo (ACSOMAYO). Son rôle était de conseiller et représenter les 57 bourgs du secteur Puerto Vega-Teteyé en matière de droits humains pour arrêter une position commune face au consortium pétrolier COLOMBIA-ENERGY. En effet, il est évident que les habitants du secteur de la municipalité de Puerto Asís manquent des services essentiels bien que l'extraction de pétrole ait repris il y a environ deux ans. L'assassinat de Luis Melo Bastidas a considérablement affaibli l'organisation paysanne et l'effort d'unification des communautés indigènes qui est nécessaire dans la quête d'une vie digne pour les habitants et pour l'affirmation totale de leurs droits.

La « sécurité démocratique »

Les communautés de Puerto Vega ont été l'objet d'une série d'agressions, notamment de la part de la force publique qui s'est installée dans la zone avec des unités du bataillon de l'énergie et du réseau routier n° 11 depuis le rétablissement de l'exploitation pétrolière.

Les militaires accusent les paysans de collaborer avec la guérilla et intimident la population pour qu'elle ne dénonce pas les violations de domicile, les abus sexuels, les tortures commises sur les jeunes qu'ils accusent de faire partie des « milices » [1]. La stratégie de la terreur appliquée contre la population maintient la loi du silence.

La stratégie employée par la force publique à l'encontre des habitants du secteur se voudrait une réponse aux actions que la guérilla mène sporadiquement en brûlant des camions-citernes qui transportent le brut de Puerto Asís à Orito.

Les militaires stationnés le long de la route Puerto Asís-Teteyé déploient leurs forces pour contrer l'action de la guérilla ; à cette fin, ils capturent des paysans innocents qui sont ensuite incarcérés à la « prison municipale » de Puerto Asís parce que soupçonnés par le ministère public de brûler des camions sur la foi des déclarations d'informateurs payés avec l'argent destiné au plan de « sécurité démocratique ». Or les paysans non seulement sont punis pour vivre en zone rurale, mais ils risquent leur vie lorsqu'ils pénètrent dans le centre urbain où sévit un groupe paramilitaire dirigé par quelqu'un appelé « Tomate ». Les exécutions extrajudiciaires sont répétées et font partie de leur lot quotidien, comme le silence dans lequel ils se réfugient pour préserver leur vie biologique. Même si l'âme se meurt.

L'insécurité pour tous

Selon l'Observatoire des droits humains et du Droit international humanitaire de la vice-présidence de la République, on a enregistré 47 procès entre janvier et septembre 2005, ce qui montre que le climat d'insécurité et les facteurs de risque demeurent pour la population civile.

Il y a actuellement dans le département de Putumayo 4 300 militaires de la XXII^e brigade « Cofanes » basés à Mocoa, une force spéciale contre-insurrectionnelle composée de quelque 5 000 hommes provenant de la force de l'air, de l'armée et de la force navale, et la brigade navale de Puerto Leguizamo

avec plus de 2 500 hommes qui ratissent les rivières Putumayo et Caquetá ; il s'y ajoute à Villargazón une des plus grandes bases antidrogue du pays, qui surveille l'infrastructure de l'oléoduc transandin et fait office de 27e brigade mobile dans le cadre de l'encercllement de l'arrière-garde des FARC.

Si l'on en croit les chiffres de la Police nationale, la proportion d'homicides dans le Putumayo s'élevait en date de septembre 2005 à 71 pour 100 000 habitants, soit 42 points de plus que la moyenne nationale (contre 66 en 2004) et un point de moins qu'en 2003 (72). En ce qui concerne le nombre de personnes déplacées de la région, l'Agence présidentielle pour l'action sociale et la coopération internationale l'estimait à 3 556 en octobre 2005, soit 3 832 personnes de moins qu'en 2004. Mais ces chiffres ne tiennent pas compte des habitants qui, de peur d'être assassinés dans les centres urbains, émigrent en Equateur ou vers d'autres départements de l'intérieur du pays.

La situation au regard des droits humains dans les municipalités du Bas Putumayo tend à s'aggraver. Les travaux routiers du mégaprojet réalisé entre Tumaco et Belem do Pará au Brésil ont démarré. Une nouvelle phase du plan Patriote a été enclenchée. Les aspersions de glyphosate par voie aérienne se poursuivent. On continue de voir des représentants de sociétés pétrolières comme REPSOL en visite dans la région en vue de l'exploration de territoires appartenant au peuple indigène des Siona le long de la rivière Putumayo, situation qui a causé la détention - apparemment par la guérilla des FARC-EP - du leader indigène Franco Eber Yaiguaje depuis 23 jours. Et, naturellement, les entreprises forestières se profilent à l'horizon et gardent un œil sur les ressources forestières car elles comptent déjà avec une loi relative à l'exploitation du bois. Le Putumayo est un territoire d'extraction, de destruction et d'anéantissement.

Au nom du « progrès », encore plus de guerre

Au conseil communautaire convoqué par le président le 3 décembre dernier à Mocoa, les propositions passent à nouveau par des opérations militaires, dont le coût humain et social dans les secteurs ruraux et indigènes importe peu. En fin de compte, il n'existe pas de conflit armé mais une lutte contre le terrorisme - c'est-à-dire contre la population civile dans laquelle se cache la guérilla, si on lit bien entre les lignes - toute population organisée ou qui cherche à s'organiser pour affirmer son droit à la vie et à un territoire.

La guerre continue, le spectre de la mort subsiste, et les mécanismes de répression légaux et illégaux prennent de l'ampleur puisque le temps est enfin venu du « progrès », du « développement » et de la « réconciliation ». Pacification clairement menée dans le sang et par le feu, où les intérêts des paysans et des indigènes ne comptent pas vu que la seule chose qui leur reste, c'est de se raconter leurs histoires, leurs drames, leurs rêves, pendant toutes ces nuits de silence et d'obscurité absolus, parce que la terreur s'est emparée des âmes, des mots, des rêves.

- **Dial** - Diffusion d'information sur l'Amérique latine - D 2859.

- Traduction Dial.

- Source (espagnol) : [ADITAL](#), 4 janvier 2006.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française ([Dial](#)) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Personnes appartenant à la population civile et qui servent d'appui à la guérilla.